

Daniel Bensaïd

## Programme commun

### Quand ils seront ministres...

#### Un mariage de raison

L'accord est signé. La presse le salue, à grands coups d'éditoriaux, d'incertitudes, d'indignations. Dans *Le Figaro*, Louis-Gabriel Robinet écume. Il tance rageusement Mitterrand qui, par ambition, se jette dans la gueule métallique des « robots du PCF » ! Pour lui, le communisme hante la France ; ce n'est pourtant, hélas, que la démocratie avancée...

Dans *Le Monde*, Jacques Fauvet assure qu'il s'agit d'un événement historique, de l'événement le plus important pour la gauche depuis le congrès de Tours : qu'il aboutisse ou non à une victoire électorale, cet accord porte, selon Fauvet, les destinées de la gauche.

Les choses sont plus simples et plus modestes. Le PCF et le Parti socialiste vivent au rythme des élections. Ils lorgnent depuis longtemps déjà vers les législatives. La plupart de leurs candidats sont d'ores et déjà nommés désignés. Or le bruit a couru que le gouvernement préparait des élections anticipées. Avant que la situation ne s'aggrave encore, avant que ne grossisse trop la cohorte des chômeurs, avant que n'éclatent de nouveaux scandales, avant que l'Allemagne et les États-Unis – qui votent à l'automne – ne puissent faire supporter à la bourgeoisie française les conséquences de leurs mesures monétaires et économiques.

En signant dès à présent un accord de gouvernement, le PCF et le PS ont pris leurs précautions. Ils sont prêts. Et le fait même qu'ils soient prêts – et qu'ils l'annoncent avec solennité – peut dissuader Pompidou de brusquer

les choses électorales. Ainsi, les partenaires de la gauche se gardent-ils du côté du pouvoir. Mais ils se gardent aussi, du même coup, du côté des luttes ouvrières. Les luttes dures se multiplient. Les travailleurs sont exigeants. Ils s'organisent et résistent.

Soixante-neuf jours de grève aux Nouvelles Galeries de Thionville ; neuf semaines au Joint français à Saint-Brieuc ; grèves longues aussi à la SCPC de Clermont, au Crédit agricole d'Albi ; grèves dures à La Ciotat, à Alsthom-Saint-Ouen, à Hutchinson-Chatellerauld, à Neyrpic-Grenoble... Au fil des luttes, s'affirment les revendications sur les augmentations égales de salaires, contre les conditions de travail ; se multiplient les comités de soutien rassemblant les groupes politiques, parfois la CFDT, parfois les syndicats paysans, qui renforcent par leur soutien politique et financier la résistance des grévistes. L'organisation démocratique des luttes commence à poindre : l'idée des comités de grève élus, martelée par les révolutionnaires, fait son chemin. Face à cette détermination des travailleurs, le patronat en appelle de plus en plus systématiquement à la police, aux CRS. À Penneroy, à Creusot-Loire Dunkerque, à Paris Nantes, aux Galeries de Thionville... Mais là encore, les travailleurs, à travers les expériences, apprennent à faire front. La tradition des piquets de grève actifs se ravive. L'idée de l'autodéfense s'impose ; d'autant que la répression patronale n'a pas recours aux seuls CRS, elle a ses propres milices permanentes dans l'entreprise, ses hommes de main appointés, comme Tramoni qui assassina froidement le militant ouvrier Pierre Overney aux portes de Renault.

Ces luttes marquent de la part des travailleurs une volonté de changement que le PCF et le PS ne peuvent laisser totalement sans réponse, sous peine de perdre du terrain dans

la bataille électorale. Cette volonté de changement s'affirmera d'autant plus fort qu'elle répondra à la fragilité, à la précarité d'un pouvoir miné d'intrigues et de corruption. Et les appareils du PS et du PC ne peuvent pas répondre à cette volonté dans les mêmes termes qu'en 1936 ou 1945. De là l'apparente nouveauté, certains disent hardiesse, de leur accord de gouvernement. D'abord parce que nous ne sortons pas d'une guerre antifasciste, comme en 1945 ; pas plus que nous ne sortons des menaces fascistes du 6 février 1934. Nous sortons d'une crise révolutionnaire qui, il y a quatre ans à peine, a ébranlé l'édifice du pouvoir bourgeois dont le rétablissement provisoire a tenu pour beaucoup à la capitulation des partis ouvriers.

Ensuite, parce que la démocratie parlementaire de 1936 et de 1945 a été bel et bien remplacée par l'État fort issu du coup d'État de 1958 ; que l'UDR a polarisé autour de cet État de sauvegarde les forces de la bourgeoisie, et qu'il ne reste plus guère à la gauche respectueuse d'interlocuteurs un peu consistants parmi les partis bourgeois. Le sort du parti radical, suspendu à l'étoile vacillante de son président, l'atteste.

C'est en raison de cette crise du régime, de ces exigences croissantes des travailleurs, que le PCF et le PS sont tenus de répondre. Les grands défilés du 7 ou du 23 juin n'y suffisent pas. Il faut aussi répondre en termes de pouvoir ; et entrebâiller la porte du socialisme quand l'avenir du capitalisme apparaît miné. Ce n'est pas de la part des états-majors renoués du PS et du PCF une preuve d'imagination et d'audace.

C'est surtout le résultat d'une situation qu'ils expriment à leur façon, sur leur terrain électoral, plutôt qu'ils ne la maîtrisent. Le contenu de leur accord le prouve.

### Ce qu'ils disent...

Ils disent ce qu'ils feront quand ils seront ministres. Là commence le problème. Parce qu'ils ont déjà été ministres, comme le rappelle François Billoux dans le titre d'une brochure. Et la bourgeoisie a gardé ses usines, son armée, sa police, ses juges, son pouvoir pour tout dire. Or, que promettent aujourd'hui nos candidats ministres ?

*Ils demandent à la bourgeoisie l'autorisation d'avancer la démocratie*<sup>1/</sup>.

D'abord, ils s'engagent solennellement à emprunter le pouvoir et non à le prendre. À l'emprunter pour cinq ans et à le rendre loyalement le cas échéant. À avancer la démocratie d'un pas, quitte à la retirer si la bourgeoisie en prend ombrage. Au demeurant, pour bien montrer à la bourgeoisie qu'il ne s'agit que d'un emprunt, le PS et le PCF s'engagent à jouer au gouvernement sous sa surveillance, dans le périmètre qu'elle a elle-même délimité. Ainsi, la Constitution de 1958, celle qui légalise l'État fort, érige en norme le pouvoir personnel, ne sera pas abrogée. Seul l'article 16 qui permet au président de la République d'exercer les pleins pouvoirs quand il le juge nécessaire serait abrogé. En revanche, « *les dispositions du texte constitutionnel qui ont servi à l'instauration et aux abus du pouvoir personnel doivent être supprimées ou corrigées* ». Voilà qui est pudique et discret.

Il n'est pas question de jeter aux orties l'habit du Bonaparte présidentiel ; mais seulement d'en « corriger » la taille, d'en rectifier les épaulettes en somme. À la mesure de son futur détenteur ? À la silhouette ventripotente de Mitterrand, peut-être ? Ce respect des institutions, forgées et trempées par la bourgeoisie à son propre usage, inquiète.

Surtout quand le programme commun précise par ailleurs : « *Les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser seront interdits conformément à la législation établie en 1936.* » D'une part, parce qu'il s'agit d'une menace non voilée contre les organisations révolutionnaires. Mais surtout parce qu'une telle phrase est particulièrement significative des intentions réelles du PCF. Dans ses textes à prétentions théoriques, le PCF ouvre généralement la double possibilité des voies violentes et des voies pacifiques vers le socialisme ; en insistant sur les secondes rendues de loin les plus probables par la puissance de l'URSS et sa politique de coexistence pacifique... Dans le programme, la voie violente est donc exclue, interdite d'emblée. Ou bien il s'agit d'une ruse, ou bien d'un réformisme plus avancé que jamais. Nous avons du mal à savoir ce qui serait le plus honteux pour des partis qui se réclament du socialisme : cacher aux travailleurs dont on se réclame, les buts de la lutte, leur mentir en somme ? ou prétendre plus crûment aller au socialisme sans passer par la révolution, autrement dit bricoler dans le dos des travailleurs une démocratie d'appareils qui leur reste étrangère ?

*La démocratie avancée internationale ?*

Ces soupçons sont largement confirmés lorsqu'on découvre les chapitres contournés, embarrassés, évasifs, consacrés à la politique internationale.

Mitterrand est un partisan connu de l'Europe capitaliste, du pacte atlantique. Le PCF ne peut concevoir son socialisme bureaucratique qu'adossé à l'aide soviétique et, au besoin, « protégé » par le pacte de Varsovie.

Heureusement pour eux, les rédacteurs du programme ont su appeler la grammaire à la rescousse de la diplomatie. Ils ont puisé géné-

reusement dans l'arsenal des négatifs et des conditionnels ; sans négliger à l'occasion de recourir à la contradiction cachée entre deux parenthèses. Ainsi on apprend que le gouvernement commun « *indiquera sa volonté de pratiquer... une politique indépendante des blocs militaires* ». Mais on a précisé entre-temps : « *dans le respect des alliances actuelles de la France* » ! Ainsi encore cette formule, franche comme un âne qui recule : « ... la France *ne s'interdira pas de conclure, si besoin est, aussi bien des alliances défensives que des traités de non-agression.* Dans la mesure où un système de sécurité collective européen *l'impliquerait*, des forces de l'armée française *pourront y concourir* »...

En bref, on peut toujours présenter sur le papier la démocratie avancée comme une étape intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme. Cette troisième voie est déjà très étroite à l'échelle nationale, au point qu'on peut douter de son existence. Mais quand elle débouche sur l'arène internationale, les contradictions de cette politique explosent ; il faudrait inventer une démocratie avancée internationale, à mi-chemin entre les peuples indochinois en lutte et l'impérialisme américain qui les assassine. Absurde ! Et pourtant, c'est ce que s'efforce de faire le programme en rêvant de la dissolution simultanée des blocs militaires, en imaginant l'existence pacifique d'une France démocratiquement avancée au sein de l'Europe du capital ! C'est le point où, entre la naïveté et la mauvaise foi, il n'est plus permis de douter.

### Une heure de démocratie ouvrière !

Fidèle reflet de ces impasses : le chapitre sur la démocratie dans l'entreprise. À première lecture, inattentive, il pourrait sembler radical, audacieux.

<sup>1/</sup> L'italique correspond aux passages soulignés dans le texte.

Pourtant, c'est un chef-d'œuvre de louvoisements et de demi-teintes. Y parle-t-on d'ouverture des livres de compte, de veto ouvrier contre les licenciements, de contrôle ouvrier sur la production ? Non point !

On dit seulement que les travailleurs seront « consultés » avant des mesures d'embauche ou de licenciement ; on dit encore que les représentants syndicaux « pourront intervenir ». À croire qu'un langage direct répugne aux rédacteurs, et qu'ils préfèrent appeler un chat un matou.

De même, on dit que le secret commercial sera aboli, mais c'est pour préciser aussitôt que « les sections syndicales d'entreprise recevront une information complète sur les principaux aspects de la gestion... » Voilà une information octroyée, et contrôlée (par qui ?), qui n'est pas exactement le contrôle direct des travailleurs de l'entreprise organisés à cet effet sur les livres de compte.

On mesure plus exactement l'ampleur de cette démocratie surveillée dans l'entreprise quand on apprend que, « pour soumettre ces informations à la discussion de l'ensemble des travailleurs... UNE HEURE par mois, prise sur le temps de travail et rémunérée, sera réservée ». Aujourd'hui, la bourgeoisie accorde en période électorale quelques minutes d'antennes à la télévision aux partis de gauche et ceux-ci accorderaient aux travailleurs une heure de discussion mensuelle sur les informations qu'on leur donnerait. Pas de doute : la démocratie avance... à pas de tortue.

Cette petite heure malingre, étriquée, morose, n'est pas accidentelle. Quand ils seront ministres, s'ils le sont, les ministres auront la parole. Les travailleurs seront « consultés », à condition qu'ils soient discrets, une heure par ci, par là. Pour bien donner un avant-goût de ce pouvoir ministériel qui n'aura rien d'un

pouvoir populaire, le programme exclut de ses chapitres toute référence aux luttes en cours des travailleurs.

### **Les moyens qu'ils se donnent**

Cela n'a rien d'étonnant. Parce que leur démocratie avance à coup de bulletins électoraux, pas à coups de grèves et de manifestations susceptibles d'effrayer la bourgeoisie. Parce que les luttes actuelles permettraient aussi de juger à leur plus juste mesure les promesses électorales du programme. Ainsi le programme promet « l'abolition de toutes les formes de censure ou de précensure ». Mais nous n'oublions pas que le film de Maurice Clavel (*Le Soulèvement de la vie*), censuré d'un mot par la télévision gouvernementale, a été purement et simplement interdit de séjour dans sa municipalité par un maire communiste.

Le programme promet le respect du multipartisme, mais l'attitude de Marchais après l'assassinat de Pierre Overney, le refus de toute solidarité ouvrière à cette occasion, les exclusives contre les révolutionnaires jusque dans le soutien à la révolution indochinoise, ternissent sérieusement la promesse. Le programme évoque un contrôle renforcé des travailleurs sur la gestion des entreprises. Mais aujourd'hui, dans les luttes, quel apprentissage est-il fait de la démocratie ouvrière ? L'idée d'un comité de grève démocratiquement élu et révocable par les travailleurs est-elle développée ? Ou bien, comme on l'a vu lors de la grève SNCF de juin 1971, la fraction du PCF dans la CGT se permet-elle d'annoncer par communiqué de presse la reprise du travail que les travailleurs avaient refusée en assemblée générale ?

Enfin, parler des luttes en cours amènerait aussi à voir le PS tel qu'il est : avant tout un parti électoral remis en selle par le PCF en

mal de partenaire, et qui tient dans les luttes un rôle très effacé comparé à celui des révolutionnaires, dont le programme ne dit mot.

Le fin mot de l'affaire est clair. « Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes », disent les paroles de l'Internationale. Pour les partis de la gauche, les travailleurs sont des électeurs avant d'être des producteurs, ils sont beaucoup plus intéressants au premier titre qu'au second.

Ce qui revient à dire qu'ils pensent devenir ministres par les urnes, exclusivement. C'est une voie étroite et incertaine. Mais en admettant même qu'ils le deviennent par ce moyen : le resteront-ils ?

### **Et le Chili dont on ne parle plus guère... ?**

D'autres aujourd'hui sont ministres. Ce sont les socialistes et les responsables du PC chilien. Salvador Allende est président. Il y a quelques mois seulement, le Chili était présenté comme un modèle de passage pacifique au socialisme. Mitterrand et Duclos y allaient à tour de rôle chercher l'inspiration. Aujourd'hui, l'inspiration semble tarie ; c'est que la « voie chilienne » se complique. Au point que, par prudence, en prévision d'un avenir douteux, le PS et le PCF ont renoncé au sigle d'Unité populaire qui, après avoir brillé de mille feux, commence à être quelque peu dévalué.

En arrivant au pouvoir, le régime Allende avait à son programme 253 nationalisations. 55 ont été réalisées. Après quoi le Parlement s'est octroyé le droit de limiter les actions du gouvernement en la matière. Allende s'est-il appuyé sur les masses pour dissoudre ce parlement, comme le demandaient les révolutionnaires du Mir ? Non, il a cédé.

Il y a quelques mois, la grande presse bourgeoise (laissée à ses maîtres fortunés) lançait une campagne contre le régime en prenant prétexte de la désorganisation de la distribu-

tion. Plusieurs dizaines de millions de personnes sont ainsi descendues dans la rue contre le régime. Le PC et le PS en ont-ils appelé aux masses pour défendre leurs propres conquêtes, rechercher les stocks, saisir la presse bourgeoise. Non ! Ils ont décrété l'État d'exception ; c'est-à-dire qu'ils ont remis le sort des travailleurs dans les mains d'une armée éduquée et formée par la bourgeoisie, une armée dont les chefs ont été dressés dans les Saint-Cyr chiliens !

L'exercice du pouvoir dans le cadre de la légalité bourgeoise a sa logique. Ainsi, le 12 mai dernier à Conception, deuxième centre industriel du pays, le gouverneur, membre du PC, autorise une manifestation réactionnaire et interdit une manifestation des partis de gauche à laquelle s'était joint le Mir. Devant le maintien de cette manifestation à laquelle participe le PS, à laquelle la CUT, syndicat unique, apporte son soutien, le gouverneur interdit toute démonstration. La réaction passe outre.

Les étudiants qui tenaient un meeting sur le campus contre-manifestent. Le gouverneur envoie les CRS locaux. Il y a quarante blessés. Et un tué ; un étudiant du Mir de 17 ans. Cela se passe dix-huit mois après l'arrivée d'Allende au pouvoir. On comprend que, dans un récent face-à-face télévisé, Debré ait eu la partie belle en rappelant à Mitterrand qu'il fut un ministre de l'Intérieur efficace. On comprend aussi le silence gêné de ce dernier en réponse à la question d'un journaliste qui lui demandait quelles mesures seraient prises contre les gauchistes par un gouvernement de la gauche... (On comprend moins, d'ailleurs, que le PCF ait totalement « oublié » la période où Mitterrand, ministre de l'Intérieur, faisait exécuter à Alger le militant communiste Yveton, accusé d'avoir aidé le FLN ; n'est-ce pas le PCF qui, alors,

avait diffusé un tract proclamant « nous ne ferons jamais alliance avec l'assassin d'Yveton » ?) Du respect de la légalité bourgeoise à sa défense par l'utilisation de l'armée bourgeoise, la trajectoire du régime Allende est implacable. Encore ce régime partait-il avec certaines ambitions. Un projet de 255 nationalisations, alors que le programme PC-PS n'en envisage qu'une quinzaine parmi lesquelles ne figure même pas celle du trust Hachette (au moment même où se trouvent dénoncés ses accords sur les vidéocassettes et la télévision par câbles avec l'ORTF et les PTT).

Au Chili, en novembre, après la mort d'un militant du Mir, son secrétaire général Enriquez avait clairement dénoncé la logique de la légalité bourgeoise : « *La légalité, la loi des patrons, c'est le pire ennemi du progrès des travailleurs qu'elle a tant de fois freiné : c'est la légalité des patrons comme la loi de réforme agraire démocrate-chrétienne qui interdit aux paysans de conquérir la terre ; c'est la loi des patrons qui freine et empêche l'extension rapide de l'appropriation de l'industrie par tout le peuple ; c'est la légalité des patrons qui, pour favoriser les entrepreneurs de la Chambre chilienne de construction, limite l'accès du peuple à l'habitat ; enfin, c'est la légalité des patrons qui réprime le mouvement étudiant à l'université.* » Autrement dit, la légalité n'est pas une simple règle du jeu. Elle est un instrument de domination de classe. Devenir ministre dans le cadre de la légalité bourgeoise, c'est accepter de devenir le gérant provisoire du capital. C'est là la vieille leçon que l'exemple chilien vient rafraîchir dans nos mémoires. Ensuite, quand les masses se seront détournées d'un régime qui les a déçues, quand elles auront sombré dans l'abattement et la passivité, la bourgeoisie pourra toujours à temps jeter à la poubelle ses gérants sans crédit. Comme après

1936, comme après 1945. À moins que les révolutionnaires aient réussi à frayer une autre voie.

### **Les buts et les moyens**

Il est donc douteux qu'ils soient ministres. Et dans le cas où ils le seraient, encore plus douteux qu'ils le demeurent longtemps. Ils ne se donnent guère les moyens, c'est-à-dire les forces d'y parvenir ; et en refusant de s'appuyer sur la mobilisation populaire, de l'encourager, ils ne se donnent pas les moyens de le rester.

Ce n'est pas par sottise ou par aveuglement. C'est parce que les moyens qu'il faudrait utiliser impliqueraient un but qui dépasse largement le cadre étroit de la démocratie avancée nichée dans le giron du capitalisme. Ils impliqueraient le renversement de l'État bourgeois et la lutte pour le socialisme.

Mais les hommes de la gauche réformiste préfèrent risquer leur tête sur le billot de la légalité bourgeoise ; en espérant toujours, si la situation devient désespérée, passer du côté du manche et mater la classe ouvrière pour garder la confiance de la bourgeoisie.

Le programme parle bien de dissoudre les polices parallèles, de supprimer le Sdece. À condition qu'elles acceptent de se laisser dissoudre. Que la bourgeoisie ne les réorganise pas avec ses capitaux, dont elle restera d'autant plus maîtresse qu'il n'est pas question du monopole du commerce extérieur. En bref, à condition que la bourgeoisie capitule sans combattre, sinon... Sinon la bourgeoisie l'emportera puisque le programme se propose d'emblée de désarmer la révolution, en interdisant, « *conformément à la loi établie en 1936* » les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser.

*Que conclure donc de ce nœud de contradictions dans lequel se débattent les candidats-*

*ministres ? Ils disent dans leur programme ce qu'ils veulent, et c'est peu. Mais ils ne se donnent pas les moyens d'obtenir ce qu'ils disent ; même pas. C'est donc qu'ils ne veulent pas tout à fait ce qu'ils disent ; même pas.*

### **Ce qu'ils veulent vraiment**

Ils ne veulent pas la révolution. Il n'y a dans ce programme pas un mot de politique concrète. Pas un mot sur l'État fort issu d'un coup d'État et qui ne saurait changer de main au gré des fluctuations parlementaires. C'est précisément pour exclure de tels aléas que le grand capital a banni la vieille démocratie parlementaire. Pas un mot non plus sur les luttes réelles, actuelles des travailleurs alors que figurent dès les premières lignes du programme l'échelle mobile des salaires et l'abrogation des ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale qui n'ont même pas été défendues à Grenelle en 1968 en pleine grève générale. En fait, pour le Parti socialiste qui vise la présidentielle, les élections législatives de 1973 ne sont qu'un tremplin. Mitterrand retrouve, grâce au PCF, ses galons de leader de la gauche, et par là même son rôle de candidat à la présidence. L'élection à la présidence dans le cadre de la Constitution de 1958 même « corrigée » lui garantirait assez d'indépendance envers les partis pour redistribuer au besoin les alliances ; jusqu'à présent, il élude assez systématiquement la question de la participation de ministres communistes au gouvernement. En attendant, les accords renforcent le crédit du PS et lui permettent de se consolider, en espérant négocier ultérieurement avec le PCF dans un rapport de force moins défavorable.

Quant au PCF, il tire aussi son bénéfice de l'affaire. Il peut présenter ce programme de gouvernement comme le couronnement d'une politique unitaire opiniâtre, vieille de trente

ans. Après une série de grèves où il fut loin de jouer le premier rôle, le PCF reprend ainsi l'initiative aux yeux de ses propres militants sur le terrain politique. Il a de quoi distraire les impatients et faire en sorte que la rentrée de l'automne se situe sous le signe de la campagne préélectorale davantage que sous le signe des luttes ouvrières. D'autant que la date, choisie, à laquelle survient l'accord (en période de vacances) exclut qu'il ait un effet immédiat d'encouragement aux luttes.

Cet accord présente donc pour le PCF le double avantage de lui fournir un alibi politique par rapport à son attitude dans les luttes, sans pour autant poser directement le problème du pouvoir.

Cependant, un grand nombre de travailleurs, éduqués par le PCF dans une optique électoraliste, et qui aspirent profondément à l'unité dans la lutte, verront dans cet accord électoral un premier pas vers l'unité, et lui accorderont leur confiance. L'espoir ainsi créé peut se traduire par un renforcement des luttes, par la mobilisation de certains secteurs prêts à exiger dès maintenant ce qu'on leur promet pour demain. Il est certain que le PCF et le PS feront tout pour limiter l'impact de leur accord à ce niveau. Le PS parce que son rôle dans ces luttes serait des plus réduits. Le PCF parce qu'il redoute d'être débordé dans ces luttes où la présence des révolutionnaires se manifeste de plus en plus ; tout au plus s'efforcera-t-il d'utiliser quelques luttes contrôlées, ou des journées nationales d'action parfaitement orchestrées qui jouent à la fois le rôle de soupape par rapport à la combativité et de démonstration de force face au pouvoir et aux alliés.

La bourgeoisie ressent profondément l'équilibre précaire de cette situation. Si elle a accueilli l'accord PS-PC avec une telle rage, c'est qu'elle

craint pour ses sièges parlementaires, bien sûr. Mais surtout elle craint que les masses, travaillées par le ferment révolutionnaire, n'aillent plus loin que le cadre défini ; elle craint que la dynamique enclenchée, il ne soit difficile de l'arrêter. C'est pourquoi elle cherche à compromettre dès à présent l'alliance PS-PC en présentant le PCF comme gauchiste pour effrayer l'électorat socialiste.

Dans un tel contexte, les révolutionnaires ont un rôle décisif à jouer. S'ils ne peuvent rompre à eux seuls l'équilibre, ils peuvent, s'ils rencontrent le mouvement des travailleurs en lutte, y contribuer de façon importante. C'est ce que redoutent réellement la bourgeoisie aussi bien que le PCF.

### **Gouvernement de la gauche ou gouvernement des travailleurs ?**

C'est pourquoi, dans la période qui s'ouvre, nous renforcerons notre intervention sur tous les terrains.

Dans les luttes ouvrières d'abord. Comme nous l'avons fait cette année, en systématisant la pratique des comités de soutien aux grèves. En avançant de façon permanente dans les syndicats et dans les luttes les revendications susceptibles de mobiliser et d'unir les travailleurs. En impulsant la mise en place de formes de luttes démocratiques : les comités de grève élus. En opposant aux interventions policières et aux jaunes, l'organisation de piquets d'auto-défense ouvrière, de piquets d'extension des grèves. En expliquant face à l'unité électorale de la gauche, qu'il serait beaucoup plus urgent encore de forger un instrument de lutte unitaire et démocratique par l'unification syndicale avec droit de tendance.

Dans les luttes anti-impérialistes, en développant le FSI pour un soutien sans trêve ni relâche envers la révolution indochinoise pilon-

née par un bombardement d'une intensité telle qu'aucun peuple au monde n'en a jamais connu ; et condamnée par le jeu des diplomaties chinoise et soviétique à une tragique solitude. Sur le terrain électoral lui-même, en faisant une campagne indépendante au premier tour afin de populariser les luttes et faire connaître la réponse des révolutionnaires. C'est dans ce but que la Ligue communiste a décidé, lors de son dernier comité central du

17 juin, de présenter ses propres candidats dans plus de cent circonscriptions et de s'efforcer de conclure avec Lutte ouvrière un accord de soutien mutuel qui permettrait de faire émerger publiquement un pôle révolutionnaire commençant à être réellement enraciné dans les luttes.

C'est par l'ensemble de ces activités que nous soumettrons les constructions programmatiques de la gauche à l'épreuve de la pra-

tique. Et que nous pourrons les confronter à nos propres perspectives, exprimées déjà dans le *Manifeste de la Ligue communiste*, adopté au mois de janvier 1972 par le comité central.

*Brochure, supplément à Rouge n° 164, écrite dans la nuit du 27 au 28 juin 1972 après la présentation du Programme commun de la gauche signé par le PS, le PCF et les radicaux de gauche*

